

Le nouveau gouvernement israélien : une insulte au droit et de graves menaces pour les Palestiniens



En Israël, un nouveau gouvernement d'extrême-droite, raciste, suprémaciste, colonialiste à outrance, est mis en place ce jeudi 29 décembre par le vote de la Knesset, le parlement israélien.

Par son projet politique, par les personnalités qu'il met en place, par les dispositions nouvelles qui ont été adoptées en amont de la formation du gouvernement, il constitue un danger majeur pour la population palestinienne et une insulte pour le droit.

Le projet politique de ce gouvernement est écrit dans ses « lignes directrices », dont voici le premier article : « *Le peuple juif a un droit exclusif et inaliénable sur toutes les parties de la Terre d'Israël. Le gouvernement encouragera et développera l'expansion de la présence juive dans toutes les parties de la Terre d'Israël – en Galilée, dans le Néguev, dans le Golan et en Judée et Samarie.* ». Et plus loin : « *Le gouvernement travaillera à renforcer le statut de Jérusalem.* ». Approfondir la dépossession des Palestiniens d'Israël, développer à outrance la colonisation de la Cisjordanie et du Golan, amplifier le nettoyage ethnique à Jérusalem-Est, sont donc les actions au cœur de son projet.

Des postes clés de ce gouvernement reviennent aux formations de la droite extrême et raciste et à leurs leaders : Bezalel Smotrich, le leader du Parti sioniste religieux, obtient le ministère des Finances, et Itamar Ben-Gvir, le leader de la « Force juive », celui de la sécurité nationale.

Des dispositions législatives inédites mettent la politique israélienne en Cisjordanie occupée entre les mains de ces deux sinistres personnages. Smotrich aura le pouvoir de nommer, au sein du ministère de la Défense, le coordinateur des actions du gouvernement en Cisjordanie et le responsable de « l'administration civile ». Ben-Gvir se voit attribuer un pouvoir accru sur la police et notamment la « police des frontières », une des forces de l'occupation militaire de la Cisjordanie. Ce sont les instigateurs des multiples provocations et agressions des colons contre la population palestinienne qui ont maintenant en charge la politique israélienne en Cisjordanie, notamment le développement des colonies et la répression contre les Palestiniens.

Le régime d'apartheid israélien, régime de domination et d'oppression systématique à l'encontre du peuple palestinien se trouve renforcé par les orientations affichées de ce gouvernement.

Soixante-quinze ans après la Nakba -l'expulsion en 1948 des Palestiniens de leurs terres, de leurs villages et de leurs villes -, et alors que le processus de dépossession dont ils sont victimes n'a jamais cessé, les Palestiniens sont de nouveau sous la menace d'une situation hors de tout contrôle. C'est une nouvelle catastrophe qui se prépare, elle se nourrit de la somme des lâchetés de la communauté internationale qui a refusé de prendre des sanctions contre Israël face à ses violations incessantes du droit. Et comme toutes les catastrophes, si nous ne l'arrêtons pas, elle s'étendra, car le cancer du suprémacisme, du racisme et de la négation du droit ne connaît pas de frontière.

Il est urgent de prendre des dispositions fortes, concertées, sérieuses, pour la protection du peuple palestinien face à un État prédateur qui le menace ouvertement. Et pour cela il faut des actes, à commencer par la fin de la coopération militaire et sécuritaire et par des sanctions.

Tout en continuant et renforçant son travail avec la société civile palestinienne, l'AFPS appelle solennellement les autorités françaises et européennes à prendre leurs responsabilités : l'heure des actes est venue.

Le Bureau national de l'AFPS, 29 décembre 2022